



RCS : ST ETIENNE

Code greffe : 4202

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ST ETIENNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 00488

Numéro SIREN : 801 541 285

Nom ou dénomination : A2S PLOMBERIE

Ce dépôt a été enregistré le 17/04/2014 sous le numéro de dépôt 2496



**BANQUE POPULAIRE**  
**LOIRE ET LYONNAIS**

DADN 1439 IDX0 CPT81900628219 IDX1 0 FADN

Agence : St-Et. Hotel De Ville  
Conseiller Commercial : Dutreuil Emmanuelle

**ATTESTATION**

Nous soussignés, BANQUE POPULAIRE LOIRE ET LYONNAIS, dont le siège social est à LYON 3<sup>ème</sup>, 141, rue Garibaldi, attestons avoir reçu la somme de 1.000 € mille euros destinée à former le capital de la Société SAS A2S PLOMBERIE.

dont la répartition est :

| MONTANT | NATURE<br>Chèques (numéro + « sous réserve<br>d'encaissement » sauf chèque de banque) | SOUSCRIPTEUR<br>Nom, prénom, adresse                                       |
|---------|---------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|
| 500€    | Virement du compte BPCL<br>n° 817 383 90 977                                          | M. BENKOUSSAS Salgh<br>28 rue Louis Pichet<br>42000 SAINT ETIENNE          |
| 500€    | Virement M. DAUBECH                                                                   | M. DAUBECH Stanislas<br>3 C Montée Urbain Thivonnet<br>42000 SAINT ETIENNE |
|         |                                                                                       |                                                                            |
|         |                                                                                       |                                                                            |
|         |                                                                                       |                                                                            |
|         |                                                                                       |                                                                            |
|         |                                                                                       |                                                                            |
|         |                                                                                       |                                                                            |
|         |                                                                                       |                                                                            |

Cette somme sera bloquée sur le compte que nous venons d'ouvrir et portant le numéro 81900628219 jusqu'à constitution définitive de ladite société.

Fait à St-Et. Hotel De Ville , le 25/02/2014. en 2 exemplaires. Pour valoir ce que de droit.

**BANQUE POPULAIRE LOIRE ET LYONNAIS**

Agence Hôtel de Ville

1, Place de l'Hôtel de Ville - 42000 ST ETIENNE

DUTREUIL

Cette attestation est délivrée conformément à la réglementation en vigueur. Les règles de constitution et de retrait des fonds, que ce soit au titre de la constitution définitive de la société ou de l'abandon de cette constitution, devront être conformes aux dispositions des articles L223-8 et R223-4 du Code de Commerce s'il s'agit d'une SARL, des articles L225-5, L225-11, R225-6 et R225-11 du même code pour une SA (avec offre public) et L.225-13 et R225-13 pour une SAS ou une SA (sans offre public).

INFORMATIQUE ET LIBERTES : "les données recueillies ci-dessus sont indispensables pour l'ouverture du compte et la gestion de la relation bancaire. Le client autorise expressément la banque à communiquer les données le concernant à des sous-traitants, à des entités du Groupe Bancaire coopératif BPCE ou à ses partenaires, dans le respect des conditions générales de la présente convention. Pour exercer ses droits d'accès, de rectification et d'opposition, le client doit s'adresser par écrit à : Banque Populaire Loire et Lyonnais, Service Contact Qualité - 141, rue Garibaldi 69003 LYON".

Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants du Code Monétaire et Financier, et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux Etablissements de Crédit - siren 956 507 875 RCS Lyon - APE6419Z - Intermédiaire d'assurance, N° d'immatriculation auprès de l'Organisme pour le Registre des Intermédiaires en Assurance ORIAS : 07 025 175. N° TVA intracommunautaire : FR 88 956 507 875

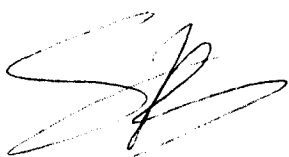
A2S PLOMBERIE  
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE  
AU CAPITAL SOCIAL DE 1000 EUROS

3 montée Urbain Thévenon  
42000 Saint-Étienne

RCS SAINT ETIENNE

140488  
17 AVR. 2014  
N° 2496

## STATUTS



**Les soussignés :**

- Monsieur BENKOUSSAS Salah, né le 17/05/1968 à SAINT ETIENNE (Loire), de nationalité Française, demeurant à 28 rue Elisée Reclus, 42000 Saint-Étienne, France, Célibataire  
- Monsieur DAUBECH Stanley Gabriel Axel, né le 09/02/1982 à BOIS COLLOMBES, de nationalité Française, demeurant à 3 montée Urbain Thévenon, 42000 Saint-Étienne, France, Célibataire  
Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée qu'ils ont décidé de constituer entre eux.

**TITRE I**

**FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE**

**Article 1er - Forme**

Il est formé entre les soussignés une société par actions simplifiée qui sera régie par les présents statuts, par le code de commerce, ainsi que par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur.

**Article 2 - Objet**

La société a pour objet : Tous travaux de plomberie, sanitaire, chauffage toutes énergies.  
L'achat, la vente, la prise à bail, la location, la présidence, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;  
Et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.  
La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

**Article 3 - Dénomination**

La dénomination de la société est : **A2S PLOMBERIE.**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE ou des initiales "S.A.S." et de l'indication du montant du capital social.

**Article 4 - SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est fixé au 3 montée Urbain Thévenon, 42000 Saint-Étienne.  
Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la présidence et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

**Article 5 - DURÉE**

La durée de la société est fixée à 50 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

**Article 6 – Exercice social**

L'exercice social commence le 01 Janvier et se termine le 31 Décembre de chaque année.  
Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 Décembre 2014.

**TITRE II**

**CAPITAL – ACTIONS**

**Article 7 – Apports**

Montant et modalités des apports

Les apports constitutifs du capital social ont été effectués de la façon suivante :

- Monsieur BENKOUSSAS Salah apporte la somme de cinq cent euros..... 500 Euros  
- Monsieur DAUBECH Stanley apporte la somme de cinq cent euros ..... 500 Euros  
MONTANT TOTAL DES APPORTS SOUSCRITS : mille euros .....1000 Euros  
MONTANT TOTAL DES APPORTS LIBERES : mille euros .....1000 Euros  
Ladite somme correspond à la souscription de MILLE (1000) actions de un (1,00) euro chacune, libérées à hauteur de 100% de leur valeur nominale, soit un montant total de MILLE (1000) Euros.

Le capital social libéré est déposé à la BANQUE POPULAIRE LOIRE ET LYONNAIS, agence de SAINT ETIENNE,

#### **Article 8 – Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de MILLE (1000) Euros.

Il est divisé en MILLE (1000) actions de un (1) euro chacune, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir :

|                                                                   |              |
|-------------------------------------------------------------------|--------------|
| - Monsieur BENKOUSSAS Salah : cinq cent actions .....             | 500 Actions  |
| - Monsieur DAUBECH Stanley : cinq cent actions .....              | 500 Actions  |
| Total des actions formant le capital social : mille actions ..... | 1000 Actions |

Les associés déclarent que les actions ainsi créées sont souscrites et libérées en totalité par les associés et qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées.

#### **Article 9 : Modification du capital**

Le capital social peut-être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par les actionnaires statuant dans les conditions de l'Article 18 ci-après.

#### **Article 10 : Forme des actions**

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des actionnaires sur un registre tenu par la société dans les conditions et modalités fixées par la loi.

#### **Article 11 : Cessions des actions**

La cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires. Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

#### **Article 12 : Clauses particulières relatives au transfert des actions et autres Agréments**

Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, à des tiers ou entre actionnaires, doit préalablement être agréée par le Président, lequel doit apprécier si le transfert envisagé est conforme à l'intérêt social, dans les conditions ci-après :

Le démembrement de propriété, le transfert de propriété des actions par voie de succession, de liquidation de régime matrimonial, de fusion, absorption ou de transmission universelle de patrimoine de l'Article 1844-5 alinéa 3 du code civil, d'adjudication publique ordonnée par décision de justice ou d'attribution est également soumis à agrément.

Le projet de cession est notifié au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il contient l'indication des noms, prénom et adresse du cessionnaire s'il s'agit d'une personne physique et sa dénomination sociale, sa forme, son capital social, son siège social, son immatriculation au RCS et le ressort du greffe, l'organe qui la représente et son actionnariat s'il s'agit d'une personne morale, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans le délai de 60 jours à partir de la notification, le Président convoque l'assemblée des actionnaires pour qu'elle délibère sur le projet de cession des actions.

Il peut également consulter les actionnaires par écrit sur ledit projet.

La décision de la société, qui n'a pas à être motivée est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge manuscrite.

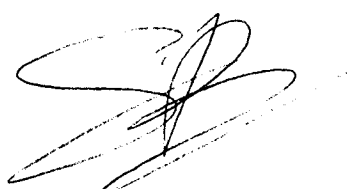
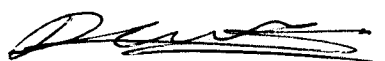
En cas d'agrément, la cession est réalisée dans les termes et conditions mentionnés dans la cession notifiée à la société.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de 2 mois à compter de la notification du projet de cession, l'agrément à la cession est réputé acquis.

Si la société refuse d'agréer la cession, le cédant peut, dans les 15 jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les actionnaires doivent, dans le délai de 3 mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions à un prix fixé à dire d'experts dans les conditions prévues à l'Article 1843-4 du code civil. Ce délai peut être prolongé une seule fois, à la demande du Président de la société, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

La société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les actions au prix de la cession et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant.

A défaut d'accord sur le prix de cession, il est fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'Article 1843-4 du code civil.

En cas de cession des actions du Président, les fonctions qui lui sont dévolues en matière d'agrément sont exercées par l'actionnaire le plus âgé, et si le président est l'actionnaire le plus âgé, par le second actionnaire le plus âgé.

#### **Article 13 : Droits et obligations attachés aux actions**

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quantité du capital qu'elle représente. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les actionnaires sont tenus de libérer les actions souscrites dans les 30 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 30 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions. Le changement de représentant de l'indivision ne sera imposable à la société, qu'à expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Sous réserve de ne pas priver le nu-propriétaire ou l'usufruitier de leur droit de vote, une autre répartition peut être aménagée.

#### **Article 14 : Nomination et pouvoirs du Président**

La société est administrée par un Président associé ou non. En cas de pluralité d'associés, le Président est nommé par décision ordinaire des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Dans ses rapports avec les associés, le Président peut faire tout acte de gestion dans l'intérêt de la société.

Vis-à-vis des tiers, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances, au nom de la société, sous réserve de ceux que la loi attribue aux associés. Le Président peut sous sa responsabilité personnelle conférer toutes délégations spéciales ou temporaires à tout mandataire de son choix pour des opérations déterminées.

#### **Article 15 : Durée des fonctions de Président**

Le Président peut être nommé pour une durée indéterminée. Le Président peut renoncer à sa fonction en prévenant le ou les associés trois mois à l'avance, le Président est toujours révocable par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision ordinaire des associés, représentant plus de la moitié du capital social.

#### **Article 16 : Autres organes dirigeants**

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité simple un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales. Les pouvoirs du directeur général, la durée de ses fonctions, et sa rémunération sont déterminés par les statuts, ou par assemblée générale. Il ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum. Il est révocable ad nutum sur proposition du Président ou d'actionnaires détenteurs d'au moins 20% du capital de la société. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attribution.

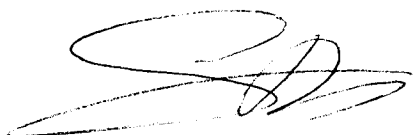
Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président.

Il ne peut représenter la société vis-à-vis des tiers.

#### **Article 17 : Conventions entre la société et les dirigeants**

Le Président, le directeur général, ou les membres du conseil d'administration avisent les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai de 30 jours à compter de la conclusion desdites conventions. Ils informent généralement également le commissaire aux comptes des conventions conclues avec la société dans laquelle ils sont directement ou indirectement intéressés.

A l'occasion de la consultation des actionnaires sur les comptes annuels, les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires, un rapport sur l'ensemble de ces conventions. Le dirigeant au profit de qui une telle convention est intervenue ne participe pas au vote. Les conventions non approuvées produisent



néanmoins leurs effets, à charge pour le dirigeant l'ayant conclue d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société. Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'Article 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet Article, au Président, aux directeurs généraux et à tout autre dirigeant de la société.

#### **Article 18 : Décisions des actionnaires**

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée, ce qui implique une réunion physique des actionnaires en un même lieu, ou par consultation par correspondance.

##### **Article 18-1 : assemblée ordinaire**

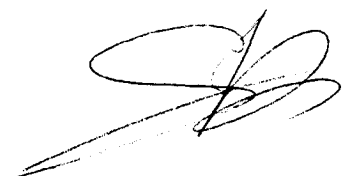
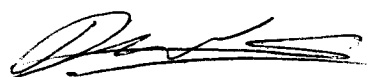
Mode de convocation..... Lettre RAR  
Périodicité de communication..... Annuelle  
Délai de convocation..... 8 jours  
Lieu de réunion ..... Siège social  
Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour .... Président  
Mode de consultation..... Consultation écrite par courrier  
Procès-verbal & Registre ..... Obligatoire  
Etablissement d'une feuille de présence..... Oui  
Présidence de l'assemblée ..... Président  
Règle du quorum..... Unanimité  
Mode de scrutin pour les présents ou représentés ..... Main-levée  
Représentation..... Uniquement entre actionnaires  
Vote par procuration ..... Envoi d'un formulaire  
Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

##### **Article 18-2 : assemblée extraordinaire**

Mode de convocation..... Lettre RAR  
Périodicité de communication..... Selon besoin  
Délai de convocation..... 8 jours  
Lieu de réunion ..... Siège social  
Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour .... Président  
Mode de consultation..... Consultation écrite par courrier  
Procès-verbal & Registre ..... Obligatoire  
Etablissement d'une feuille de présence..... Oui  
Présidence de l'assemblée ..... Président  
Règle du quorum..... Majorité des 2/3  
Mode de scrutin pour les présents ou représentés ..... Main-levée  
Représentation..... Uniquement entre actionnaires  
Vote par procuration ..... Envoi d'un formulaire  
Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

##### **Article 19 : Consultation et informations facultatives des actionnaires en assemblée ordinaire**

Mode de convocation..... Lettre RAR  
Périodicité de communication..... Selon besoin  
Délai de convocation..... 8 jours  
Lieu de réunion ..... Siège social  
Autorité habilitée à convoquer et à arrêter l'ordre du jour .... Président  
Mode de consultation..... Consultation écrite par courrier  
Procès-verbal & Registre ..... Obligatoire  
Etablissement d'une feuille de présence..... Oui  
Présidence de l'assemblée ..... Président  
Règle du quorum..... Unanimité  
Mode de scrutin pour les présents ou représentés ..... Main-levée  
Représentation..... Uniquement entre actionnaires  
Vote par procuration ..... Envoi d'un formulaire  
Tous les documents consultables au siège social et mis à disposition des actionnaires sont ceux requis par la loi.

#### **Article 20 : Comptes annuels et résultats sociaux**

Dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter les actionnaires sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de la société à la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes distribués aux actionnaires sont proportionnels à leur participation au capital social de la société.

#### **Article 21 : Contrôle des comptes**

Commissaire aux comptes

1- Un ou plusieurs commissaires aux comptes peuvent être nommés par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective ordinaire des actionnaires, suivant le cas. En outre, cette nomination peut être demandée au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, par un ou plusieurs actionnaires représentant au moins le cinquième du capital social. Dès lors que les seuils définis par la réglementation en vigueur sont atteints, la désignation d'un commissaire est obligatoire.

2- Le ou les commissaires sont nommés pour une durée de six exercices expirant après la réunion de l'assemblée qui statue sur les comptes du sixième exercice; l'exercice en cours, lors de la nomination, compte pour un exercice entier.

Le commissaire aux comptes, nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision de l'actionnaire unique ou par décision ordinaire des actionnaires.

3- Les commissaires aux comptes accomplissent leur mission générale de contrôle des comptes et les missions spéciales que la loi leur confie, dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

#### **Article 22 : Comité d'entreprise**

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

#### **Article 23 : Dissolution et liquidation**

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des actionnaires.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

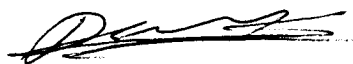
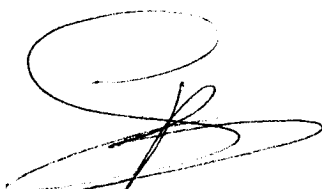
Les actionnaires qui décident de la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'auraient pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Si la société ne comprend plus qu'un seul actionnaire, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'Article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans liquidation préalable.

#### **Article 24 : Contestation**

Tous différents susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires et les représentants légaux de la société, soit entre les actionnaires eux mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumis à l'arbitrage.



**Article 25 : Engagement pour le compte de la société**

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, ci-annexé, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires.

Au cas où la société ne serait pas immatriculée ou ne reprendrait pas lesdits engagements, les actionnaires ayant agi pour son compte sont réputés avoir agi pour leur compte personnel.

En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au RCS, mandat exprès est donné au président ou à tout mandataire de son choix qu'il se substituerait, de prendre au nom et pour le compte de la société, ce qu'il accepte, les engagements précisés en annexe.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, faire toutes déclarations et affirmations, élire domicile, substituer en tout ou partie, et généralement faire le nécessaire.

Conformément aux Articles 210-6 de la loi 2002-420 du 15 Mai 2001, et 74, alinéa 3, du décret du 23 Mars 1967 sur les sociétés commerciales, l'immatriculation de la société au RCS emportera reprise de ces engagements par la société.

**Article 26 : Frais**

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

**Article 27 : Publicité**

Tous pouvoirs sont donnés au Président, ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au RCS et notamment à l'effet d'insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Saint-Étienne, le huit mars deux mil quatorze (08/03/2014)

En autant d'originaux que nécessaire, dont un exemplaire pour l'enregistrement et deux exemplaires pour le dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce.

M. BENKOUSSAS Salah

M. DAUBECH Stanley




Enregistré à : SIE DE SAINT-ETIENNE SUD POLE ENREGISTREMENT

Le 11/03/2014 Bordereau n°2014/421 Case n°18

Est 2063

Enregistrement : Exonéré

Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

 Le Receveur divisionnaire des impôts

Hélène MAHOUSSIER  
Agent des Impôts 

**A2S PLOMBERIE**  
**SAS en formation au capital de 1000 Euros**  
**3 montée Urbain Thévenon**  
**42000 Saint-Étienne**  
**RCS SAINT ETIENNE**

*EN COURS DE CONSTITUTION*

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES**  
**Du 8 mars 2014**

Le 8 mars 2014 à 14 heures, sont présents au siège de la société,

Les soussignés :

- Monsieur BENKOUSSAS Salah, né le 17/05/1968 à SAINT ETIENNE (Loire), de nationalité Française, demeurant à 28 rue Elisée Reclus, 42000 Saint-Étienne, France, Célibataire

- Monsieur DAUBECH Stanley Gabriel Axel, né le 09/02/1982 à BOIS COLLOMBES, de nationalité Française, demeurant à 3 montée Urbain Thévenon, 42000 Saint-Étienne, France, Célibataire

Représentant ensemble la totalité des parts sociales de la société A2S PLOMBERIE, se sont réunis à l'issue de la signature des statuts de la Société **A2S PLOMBERIE** pour désigner d'un commun accord le premier président de la société, conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts de ladite société.

A cet effet, ils ont convenu ce qui suit :

**I – Nomination du président**

Les soussignés nomment en qualité de président de la société **A2S PLOMBERIE** :

Monsieur Salah BENKOUSSAS demeurant à 28 rue Elisée Reclus, 42000 Saint-Étienne France

pour une durée indéterminée, qui n'entrera effectivement en fonction qu'à partir du jour où la société aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés,

Celui-ci présent, déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées. Il affirme n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

**II – Pouvoirs du président**

Le président exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues aux statuts.

**III – Rémunération du président**

La rémunération du président sera fixée ultérieurement.

En outre, il aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

CES DECISIONS SONT ADOPTÉES À L'UNANIMITÉ.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 14 heures 30 minutes.

De tout ce que dessus, il est dressé le présent procès verbal en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales, et qui seront signés par tous les intervenants susmentionnés.

Fait à Saint-Étienne, le 8 mars 2014

BENKOUSSAS Salah

DAUBECH Stanley Gabriel Axel

*"Lu et approuvé et bon pour  
acceptation des fonctions de Président"*

*"Lu et approuvé et bon  
pour acceptation des  
fonctions de Président"*



**A2S PLOMBERIE**  
**SAS en formation au capital de 1000 Euros**  
**3C montée Urbain Thévenon**  
**42000 Saint-Étienne**  
**RCS SAINT ETIENNE**

*EN COURS DE CONSTITUTION*

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES**

**Du 4 avril 2014**

Le 4 avril 2014 à 18 heures, sont présents au siège de la société,

Les soussignés :

- Monsieur BENKOUSSAS Salah, né le 17/05/1968 à SAINT-ETIENNE (Loire), de nationalité Française, demeurant 28 rue Elisée Reclus, 42000 Saint-Étienne, France, Célibataire
  - Monsieur DAUBECH Stanley Gabriel Axel, né le 09/02/1982 à BOIS COLOMBES, de nationalité Française, demeurant à 3C montée Urbain Thévenon, 42000 Saint-Étienne, France, Célibataire
- Représentant ensemble la totalité des parts sociales de la société A2S PLOMBERIE, se sont réunis à l'issue de la signature des statuts de la Société **A2S PLOMBERIE** pour désigner d'un commun accord le premier Président de la société, conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts de ladite société.

A cet effet, ils ont convenu ce qui suit :

**I – Nomination du Directeur Général**

Les soussignés nomment en qualité de Directeur Général de la société **A2S PLOMBERIE** :

Monsieur DAUBECH Stanley demeurant à 3C montée Urbain Thévenon, 42000 Saint-Étienne France pour une durée indéterminée, qui n'entrera effectivement en fonction qu'à partir du jour où la société aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés,

Celui-ci présent, déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées. Il affirme n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

**II – Pouvoirs du Directeur Général**

Le Directeur Général exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues aux statuts.

**III – Rémunération du Directeur Général**

La rémunération du Directeur Général sera fixée ultérieurement.

En outre, il aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

**CES DECISIONS SONT ADOPTÉES À L'UNANIMITÉ.**

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 18 heures 30 minutes.

De tout ce que dessus, il est dressé le présent procès verbal en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales, et qui seront signés par tous les intervenants susmentionnés.

Fait à Saint-Étienne, le 4 avril 2014

**BENKOUSSAS Salah**



**DAUBECH Stanley Gabriel Axel**  
"Lu et approuvé et bon pour acceptation  
des fonctions de Directeur Général"

